



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

natation

Question écrite n° 69851

Texte de la question

M. Philippe Plisson attire l'attention de Mme la ministre de la santé et des sports sur la situation des piscines d'accès public à gestion privée qui n'ont pas d'obligation de présence de personnel surveillant-enseignant-sauveteur qualifié. En 2009, plusieurs enfants sont morts noyés dans les piscines de campings ou hôtels non surveillées. En effet, une grande majorité d'entre eux accueillant plus de 500 personnes par jour, sont autorisés à ouvrir leur lieu de baignade sans sauveteur ni matériel sous prétexte qu'ils limitent l'accès à leur clientèle. En égard à ces observations, il lui demande que les piscines d'accès public à gestion privée soient soumises à une obligation de surveillance qualifiée et de possession de matériel de sauvetage.

Texte de la réponse

La lutte contre les risques de noyade a donné lieu régulièrement ces dernières années à l'amélioration de la réglementation applicable aux équipements et aux normes de sécurité, ainsi qu'à la mise en oeuvre de procédures de contrôle diligentées, sous l'autorité des préfets de département, par les différents services de l'État concernés. Concernant les aménagements et les dispositifs techniques de surveillance des installations, il n'est pas envisagé, à ce jour, de rendre obligatoire et systématique l'utilisation d'outils d'aide à la surveillance par voie vidéo-informatique, même si de tels systèmes apportent une aide souvent avérée à la surveillance des bassins. Leurs coûts d'achat, d'installation et d'entretien très élevés, associés aux contraintes techniques liées à des installations souvent anciennes, contraindraient certaines collectivités à faire cesser les activités de baignades proposées. La diminution de l'offre d'apprentissage de la natation qui en résulterait irait à l'encontre des objectifs de prévention des noyades. Pour les piscines privées familiales et les piscines privatives à usage collectif (900 000 nouvelles constructions en 2007), les normes de construction n'ont cessé d'être améliorées dans le sens d'une plus grande sécurité des usagers (loi du 9 janvier 2003, décret et arrêté d'application du 14 janvier 2003 et du 14 septembre 2004). Le principe de la surveillance des activités de natation et de baignades d'accès payant ouvert au public par des personnels spécialisés, maîtres-nageurs sauveteurs, relève d'une réglementation de longue date (décret de 1951). Au terme de la réglementation, confirmée par une jurisprudence constante, ces obligations de surveillance ne concernent pas les piscines privées, accessibles gratuitement à la clientèle des établissements hôteliers et de camping.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Plisson](#)

Circonscription : Gironde (11^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 69851

Rubrique : Sports

Ministère interrogé : Santé et sports

Ministère attributaire : Santé et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 janvier 2010, page 782

Réponse publiée le : 29 juin 2010, page 7406